

Conseil communal du 10 décembre 2025

NOTE EXPLICATIVE

Objet : **application des articles L1222-3 §1 alinéa et L1311-5 du CDLD**
Réparation bus communal

Le bus communal IVECO Irisbus Crossway (châssis VNESFR1500Mo13263 – immatriculé 1-CNP-378), principalement utilisé pour les transports scolaires et les activités sportives, a été gravement endommagé à la suite d'un accident survenu le 7 octobre 2025, rendant le véhicule totalement inutilisable.

La réparation rapide de ce bus était indispensable afin de garantir la continuité du service public assuré par la Commune.

Néanmoins, les crédits nécessaires à cette réparation n'avaient pas été prévus au budget de l'exercice 2025, l'évènement étant imprévisible.

Dès lors, considérant que tout retard supplémentaire aurait causé un préjudice au fonctionnement du service public, le Collège communal a décidé de faire application de l'article L1311-5 alinéa 2 du CDLD permettant au Collège communal, en cas de circonstances impérieuses et imprévues, de pourvoir à la dépense sous sa responsabilité, à charge d'en donner sans délai connaissance au Conseil communal, qui doit délibérer s'il admet ou non la dépense.

Parallèlement, considérant l'urgence liée à la remise en service du bus et d'approuver le cahier spécial des charges ainsi que le recours à la procédure négociée sans publication préalable, le Collège communal a décidé de faire application de l'article L1222-3 §1 alinéa 2 du CDLD permettant, quant à lui, au Collège communal, en cas d'urgence dûment motivée, d'approuver le cahier spécial des charges (CSC) et le mode de passation du marché, à charge de communiquer cette décision au Conseil communal lors de sa plus prochaine séance.

Conformément aux articles précités du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, le Collège communal informe donc le Conseil communal des décisions qu'il a dû prendre dans l'urgence concernant la réparation du bus communal utilisé par le Centre Omnisports du Préau.

Par conséquent, le Conseil communal du 10 décembre 2025 étant la prochaine séance, il y a donc lieu de prendre :

- connaissance de cette dépense et en admettre ou non la dépense ;
- acte de la décision du collège communal d'approuver le cahier spécial des charges et le mode de passation du marché.